

Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU

Cette nouvelle étude de la *section Prospective* est particulièrement bienvenue aujourd'hui après 15 mois d'une crise sans précédent qui a à la fois ébranlé les systèmes de production et bousculé les modes de vie et de consommation à l'échelle mondiale. Si comme le dit l'étude nos modes de production agricoles et agro-industriels ont démontré leur capacité de résistance durant cette crise, celle-ci aura néanmoins révélé toutes les tensions existantes dans le champ de l'alimentation. Sans parler de la désorganisation des circuits mondiaux de commercialisation des produits agricoles et alimentaires qui a conduit des régions entières au bord de la catastrophe, dans notre propre pays, à Marseille ou en Seine-Saint-Denis, on a vu se multiplier des situations d'urgence alimentaire pour les personnes précaires. On a vu aussi révélée au grand jour la pauvreté en milieu étudiant.

A ces profondes inégalités en matière de sécurité alimentaire révélées par la crise, il faut ajouter l'inégalité face au risque épidémique et au droit à la santé au travail. « *Ceux de la deuxième ligne* » - les travailleuses et travailleurs des abattoirs, des usines de transformation ou de la grande distribution, travailleurs du transport ou « petits livreurs » - ont subi cette inégalité au plus haut point. Quelques discours de circonstance ont voulu en faire des sacrifiés au nom de « *la patrie en danger* » alors qu'ils ont été tout simplement sacrifiés à l'impératif du moindre coût et à la rentabilité dans des secteurs où la valeur ajoutée et les salaires sont faibles mais où les profits sont grands.

Ces tensions apparaissent en filigrane des quatre scénarios de cette étude, chacun d'eux envisageant les contraintes et les risques pesant sur l'alimentation à l'horizon des 30 prochaines années tout en explorant aussi les voies possibles d'un futur désirable pour la Bretagne.

Centrée sur l'évolution des pratiques et des choix des consommateurs en matière d'alimentation, l'étude fait ressortir leurs déterminants et leurs contradictions. Mais il est important de souligner ici que ces contradictions ne sont pas tant celles propres aux consommateurs eux-mêmes que celles de nos systèmes de production, conséquences de la manière dont y est produite et surtout répartie la valeur.

Les agriculteurs sont les premiers à subir ces contradictions, ceux qui produisent mais ne sont plus maîtres ni de ce qu'ils produisent ni de leur façon de produire, ceux qui sont pris au piège entre d'un côté la course à l'agrandissement et à l'endettement qu'on leur fait miroiter pour s'adapter au marché, et de l'autre la pression sur les prix exercée par les transformateurs et les distributeurs.

Cette contradiction c'est bien sûr aussi celle de nos territoires agricoles hyper-spécialisés avec des effets délétères sur la biodiversité et la qualité de nos eaux comme de nos sols ; contradiction d'une région « nourricière » jusqu'à l'épuisement qui concentre à elle seule 60 % de la production nationale de porcs sur seulement 6 % de la superficie agricole du pays. C'est aussi la contradiction d'un système de production à la fois hyper-compétitif tourné vers l'exportation agressive au détriment des systèmes paysans à l'autre bout du monde et hyper-dépendant aux intrants chimiques et au soja d'importation.

Cette contradiction c'est enfin celle du système de « l'aide alimentaire » pour les plus pauvres, un système auquel sont réduits aujourd'hui de plus en plus de travailleurs. Dans ce système la santé et la dignité des « bénéficiaires » comptent apparemment moins que les intérêts de l'agro-industrie qui y trouve un débouché pour ses produits de basse qualité - produits à bas coût et à bas salaires - et moins que les intérêts de la grande distribution dont la « générosité » est payée de retour et au centuple par de substantielles ristournes fiscales.

Autant de contradictions qu'il serait trop commode de ramener à une prétendue « guerre » opposant les intérêts, présumés contradictoires, « du producteur » et « du consommateur » pour escamoter la responsabilité des puissances qui prospèrent sur le dos des premiers comme des seconds.

La FSU n'est pas forcément attendue sur de tels sujets et elle pourrait même ne pas paraître légitime dans son expression. Pourtant les questions que pose l'alimentation sont l'affaire de tous ; parce qu'avec l'environnement et la santé, l'alimentation est aujourd'hui au cœur des revendications de justice sociale, ces préoccupations sont aussi celles de notre syndicalisme.

La FSU est aussi concernée au premier chef par les enjeux éducatifs de la transformation des modes de consommation et des modes de production agricole : la transmission de savoirs et de savoir-faire nouveaux dans les contenus d'enseignement joueront un rôle essentiel pour les nouvelles générations.

De ce point de vue le déséquilibre existant au sein de l'enseignement agricole breton où les établissements publics ne regroupent que 20 % des effectifs, constitue un frein manifeste à la diffusion d'approches alternatives aux modes de production dominants.

Mais revenons pour finir aux quatre scénarios de cette étude pour en proposer un cinquième qui n'a apparemment pas été envisagé. Dans ce scénario, face aux crises et aux menaces de dissolution de la société, les forces sociales seraient parvenues à s'imposer comme des acteurs majeurs de la décision à tous les échelons politiques et économiques.

S'inscrivant dans la filiation du programme « *Les Jours heureux* » du *Conseil national de la Résistance* les forces sociales décideraient de reprendre en l'élargissant la double ambition d'une *Sécurité sociale universelle* portée par Ambroise Croizat : renforcer le lien social en assurant à chacune et à chacun la protection de la collectivité face aux aléas de la vie, et se doter d'un puissant outil financier pour la production de « biens communs » en faisant sortir de la logique de profit les domaines les plus essentiels de la vie humaine. Au vu des enjeux collectifs majeurs que représente la production agricole et agro-alimentaire et compte tenu des inégalités et des graves contradictions pointées précédemment, l'alimentation aurait toutes les raisons d'être intégrée dans un tel projet de *Sécurité sociale globale*.

Ce projet de *Sécurité sociale alimentaire* existe d'ores et déjà. Il est développé par le réseau « *Ingénieurs sans Frontières* » en collaboration avec l'économiste Bernard Friot et le « *Réseau salariat* ». Il propose différentes pistes à explorer et des expérimentations réalisables à petite échelle. L'étude s'y réfère dans le chapitre 5 mais trop brièvement pour en expliciter réellement le contenu et surtout l'esprit ; et lorsque les scénarios 2 et 3 l'évoquent c'est sous des formes d'intervention trop descendantes, assez loin de l'esprit d'émancipation individuelle et collective porté par ce projet.

La *Sécurité sociale alimentaire* ne résoudrait certes pas à elle seule l'ensemble des problèmes évoqués dans cette passionnante étude. Mais elle constituerait incontestablement un levier de transformation puissant et qui en appellerait d'autres.